

LE DUCE DE GAULLE OU LE CAUDILLO SALAN?

Au cours d'une récente conversation le propos tournait autour de l'actualité et des dangers que représentait en France la montée du fascisme. Un camarade, marxiste, non-orthodoxe, était loin de partager nos craintes. Il estimait qu'aucune des conditions requises pour une prise de pouvoir par le fascisme n'étaient réunies, qu'historiquement, politiquement, économiquement rien ne laissait prévoir une telle évolution. Outre que la France de par sa construction sociale n'a pas la matière pour permettre le développement d'un tel mouvement, la situation économique en plein essor, les perspectives d'expansion dans le cadre du Marché commun et vers les pays sous-développés, font que d'une part le Capitalisme n'est pas prêt ni disposé à tenter une telle aventure et que d'autre part, les masses indispensables à la réussite font défaut. Pour ce camarade tout cela n'est que bruits, sinon conçus tout du moins amplifiés et largement diffusés par le gouvernement à fin de servir d'atout dans le jeu machiavélique de sa politique; et agitations de syndicats et partis pour rameuter leur clientèle électorale qui se disperse au vent.

Voilà un raisonnement bien séduisant et on peut avouer qu'il est tentant d'y souscrire. Seulement, il est bien vrai que la lutte anti-fasciste, idée force, est l'élément qui peut le mieux fixer les travailleurs et les préparer au combat. Mais quel combat? Car il est tout aussi vrai et indéniable que l'on a abusé et que l'on abuse encore de l'épouvantail fasciste pour des motifs politiques qui ne nous intéressent en rien. Alors, s'il y a fascisme, encore faut-il savoir où il est, apprendre à le connaître pour le mieux combattre. Inconsciemment nous ressentons une terrible menace, car il n'est pas possible que la longue suite de guerres coloniales, surtout celle menée depuis huit ans en Algérie n'apporte les germes réactionnaires, inhérent à tout conflit, les éléments destructeurs de la vitalité révolutionnaire des travailleurs; la lutte de peuple à peuple est une lutte fratricide, un fossé difficile à combler est creusé, car hors de l'internationalisme il n'y a de salut pour personne. Et si nous ne pouvons prendre à notre compte le concept de responsabilité collective dans l'entreprise de génocide d'un peuple, il n'en est pas moins vrai que nous sommes responsables, nous révolutionnaires d'avant-garde, de ne pas avoir trouvé les moyens de l'empêcher et surtout, de n'avoir rien fait pour donner un autre sens au combat des travailleurs algériens. L'histoire, à laquelle il est de bon ton de se référer, nous montre que jamais les travailleurs n'ont failli à la lutte et s'ils ont cédé c'est seulement après que ceux, chefs ou responsables, qui s'étaient fait un devoir de les représenter, de les guider ont, par incapacité ou lâcheté, fui le combat.

Et, puisque l'on parle de fascisme, mythe ou réalité, nous pensons utile de tracer, sommairement, ce qu'il fut en Italie où il est né, et de présenter plus ses buts que les moyens dont il disposait pour s'imposer.

Au lendemain d'une guerre mondiale qui ne devait apporter que de vives désillusions et renforcer jusqu'à l'exaspération le sentiment national, syndicats et partis de gauche italiens sont conscients de leur force, mais l'incapacité des chefs de partis, l'idée réformiste qu'ils prônent font que les masses qui étaient prêtes à prendre un tournant violemment révolutionnaire se détournent du socialisme.

Fondé en 1919, le parti fasciste n'a aucune doctrine précise. Il profite d'une situation économique rendue désastreuse par les dépenses de guerre dont les conséquences sont la misère des classes ouvrières et la ruine des petites et moyennes classes bourgeoises et paysannes, des professions libérales et des officiers en instance de licenciement. Après la grève générale d'août 1922 brisée par les chemises noires et l'échec de l'occupation des usines, la poussée révolutionnaire décline. Par contre, financés par le patronat groupé en *Confédération Générale de l'Industrie et de l'Agriculture*, organisés en bandes armées, les fascistes assassinent et exterminent leurs adversaires. Puis c'est la marche sur Rome où, le 30 octobre 1922, le pouvoir est remis à Mussolini. La malhonnêteté, l'incapacité plus que la désunion des gauches font de Mussolini non seulement un dictateur de fait mais de droit. «*Tout dans l'État, rien en dehors de l'État, rien contre l'État*», telle est la formule clé qui, parallèlement au culte du chef, sert de fondement au mysticisme et fanatisme

fasciste. En effet, leur doctrine est avant tout étatique, la nation est une entité, ayant une unité tant morale que politique et économique. Mais cet État est différent de l'État politique du XIX^{ème} siècle, il répond à la volonté de Mussolini de mettre fin à la lutte de classe; la base en sera donc syndico-corporative, c'est-à-dire que tous les intérêts particuliers seront représentés dans les organismes de l'État, mais aussi ces intérêts seront subordonnés aux intérêts de la nation, c'est l'État-Peuple. Le Socialisme scientifique ou marxiste, le parlementarisme doivent conduire les peuples à l'abîme, il est nécessaire de restaurer l'autorité morale de l'État pour sauver la civilisation occidentale moderne.

L'État tient compte des intérêts de toutes les classes, il veille sur ces intérêts et maintient l'harmonie. *«L'organisation de la production constitue un intérêt supérieur de l'État, auquel tous les intérêts individuels doivent se subordonner. Par ailleurs, l'État incarnant la Nation, la production constitue aussi un intérêt national»*. Pour exercer sa tutelle, l'État se sert de l'organisation corporative représentant les organisations syndicales des différents facteurs de la production, employeurs, travailleurs intellectuels et manuels pour une branche déterminée de la production. Ces organisations syndicales forment partie intégrante de la constitution de l'État. Parti fasciste et associations syndicales *«sont des institutions populaires au vrai sens du mot: ce sont les nouvelles institutions représentatives. Car le régime fasciste, ayant aboli la forme périmée de représentation politique fondée sur un suffrage populaire trompeur, substitue le citoyen-producteur au citoyen-électeur, réalisant ainsi la participation du peuple au gouvernement de l'État: là réside son originalité volontaire propre»*.

Telle est la doctrine de Mussolini et, si la réalité ne fut pas conforme à l'esprit et à la forme, il n'en reste pas moins vrai que les dirigeants fascistes voyaient là les moyens de supprimer les conflits sociaux du siècle. Totalitariste d'une part, le fascisme est aussi et surtout collaborationniste. On ne peut savoir si le fascisme est le moyen suprême pour le capitalisme de sauvegarder et de relever ses profits, ou bien s'il est le produit d'une crise bouleversant les rapports sociaux, ce qui est certain c'est que le capitalisme est exclusivement le seul bénéficiaire de l'ordre nouveau. En opposant à la notion de lutte de classe, la collaboration entre elles, le fascisme maintient l'exploitation de l'homme par l'homme et détruit toutes possibilités pour les exploités de s'affranchir en faussant les rapports de la lutte.

Si le Capitalisme n'a pas joué le premier rôle dans l'avènement du fascisme, celui-ci représente tout de même dans les perspectives de crises le meilleur moyen de maintenir l'organisation de classes et les intérêts qui en découlent. Il est même possible et logique de penser que dans les meilleures conditions d'expansion économique le Capitalisme ne tente de l'instaurer progressivement afin de prendre une option sur l'avenir.

N'est-ce pas d'ailleurs ce qui c'est passé en France dès 1958. Face à la menace de faillite économique, profitant de la crise politique née de la situation en Algérie, le grand Capital portait au pouvoir le Général de Gaulle, reprenant en quelques mois le peu d'autorité qu'il avait perdu en près de quinze ans. Car, ne l'oublions jamais, si le 13 mai fut une victoire contre la gauche socialiste et communiste, ce fut surtout une victoire contre la classe ouvrière. Pour les capitalistes, il ne s'agissait nullement d'un retour en arrière, de retrouver leur toute puissance sous la forme du patron de droit divin, mais d'assurer la continuité de leurs profits en supprimant en apparence leur rôle d'exploiteurs. Pour cela il suffisait de substituer à la notion de profits individuels, la notion d'expansion et de richesse nationale et cela est le fascisme. Au lieu que de profiter d'une situation de fait comme cela s'est produit au cours des grandes crises de l'entre-deux guerres, où le capitalisme a profité d'un accident pour faire opérer un lent glissement vers l'État-Peuple de Mussolini, l'intéressement des ouvriers à la marche des entreprises, les projets de réforme de la constitution sont là pour en témoigner: régime présidentiel pour un homme *«où la foule se reconnaît, possédant à ses yeux l'intelligence et l'énergie qu'elle voudrait acquérir...»* et surtout la suppression du Sénat remplacé par une assemblée mi-politique mi-corporative, semblable en tout point à la *Chambre des faisceaux et Corporations* de l'Italie fasciste. Le plus grave dans cette affaire, c'est qu'elle se déroule au moment même où les intéressés, les travailleurs français, sont mobilisés sur un tout autre front par ces mêmes chefs populaires dont, en 1912, Girault disait que le premier devoir d'un révolutionnaire était de les supprimer tous. Inconscience pour certains, calculs pour d'autres, n'est-ce pas Monsieur le camarade Mollet? Ne verra-t-on pas le fasciste De Gaulle sauvé de la fureur du fasciste Salan par leurs prochaines victimes. Car tout compte fait la poignée d'agitateurs de l'O.A.S. se moque du petit blanc et du petit juif d'Alger ou d'Oran, ils auraient pu crever la gueule ouverte nos Français d'Algérie, si De Gaulle ne s'était, en son temps et contre nature, accoquiné avec le peuple si De Gaulle avait jamais été accepté par l'armée, si De Gaulle n'avait contre lui la bourgeoisie pétainiste.

Il ne s'agit en somme nullement de minimiser la menace fasciste des gens d'Alger, c'est une réalité, mais il n'y a pas seulement menace de fascisme, il y a que le fascisme est et qu'IL EST A PARIS!

Henri K.